



Groupe CHAMARRE
Du 01/01/2008 au 31/12/2008

Annexe aux états financiers consolidés

SOMMAIRE

Bilan actif	<i>Page 3</i>
Bilan passif	<i>Page 4</i>
Compte de résultat	<i>Page 5</i>
Tableau de flux de trésorerie	<i>Page 6</i>
Annexe	<i>Page 7</i>
Règles et méthodes de consolidation	<i>Page 8</i>
Périmètre de consolidation	<i>Page 12</i>
Faits exceptionnels ou litiges	<i>Page 13</i>
Compléments d'information sur les comptes consolidés	<i>Page 14</i>
Autres informations	<i>Page 20</i>

ACTIF

Montants exprimés en milliers d'euros	Montants bruts	Amortissements / provisions	Valeurs nettes au 31.12.2008	Valeurs nettes au 31.12.2007
Ecart d'acquisition actif	203	-	203	203
Immobilisations incorporelles	157	- 2	155	140
Immobilisations corporelles	117	- 38	79	42
Immobilisations financières	240		240	246
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	717	- 40	677	631
Stocks	3 299	- 126	3 173	1 618
Clients et comptes rattachés	1 914	- 35	1 879	2 132
Autres créances	480		480	763
Trésorerie	2 511		2 511	4 153
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 204	- 161	8 043	8 666
Comptes de régularisation	57		57	128
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	57	-	57	128
TOTAL ACTIF	8 978	- 201	8 777	9 425

PASSIF

Montants exprimés en milliers d'euros	31.12.2008	31.12.2007
Capital social	5 727	5 727
Primes d'émission	5 117	5 115
Réserves et report à nouveau	- 7 968	- 3 621
Résultat de l'exercice	- 3 338	- 4 353
Subvention d'investissement	628	581
Provisions règlementées	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES	166	3 449
Intérêts des minoritaires	-	-
Avances conditionnées	1 600	1 600
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 600	1 600
Provisions pour risques	31	31
Provisions pour charges	-	-
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31	31
Emprunts et dette financières auprès des états de crédits	2 541	47
Emprunts et dette financières divers	88	108
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 038	3 957
Dettes fiscales et sociales	257	233
Autres dettes	56	-
TOTAL DETTES	6 980	4 345
Comptes de régularisation	-	-
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	-	-
TOTAL PASSIF	8 777	9 425

COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en milliers d'euros	CUMUL 31.12.2008	CUMUL 31.12.2007
Ventes de marchandises	2 221	1 036
Production vendue	4 079	3 829
Chiffres d'affaires brut	6 300	4 865
Remises, rabais, ristournes	-	660
Chiffre d'affaires net	5 573	4 205
Production stockée	161	630
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	391	2
Autres produits	66	143
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION	6 191	4 980
Achats de marchandises	2 028	101
Variation de stocks de marchandises	-	227
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 718	3 253
Variation de stocks de matière premières	72	114
Autres achats et charges externes	3 689	3 870
Impôts, taxes et versements assimilés	143	78
Salaires et traitements	1 176	1 120
Charges sociales	652	575
Dotations aux amortissements	21	12
Dotations aux dépréciations	144	264
Dotations aux provisions	-	32
Autres charges	89	112
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	9 521	9 304
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 3 330	- 4 324
Produits financiers de participations	-	1
Produits des autres valeurs mobilières de placement de l'actif immobilisé	-	26
Autres intérêts et produits assimilés	34	13
Reprises des provisions et dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	74	27
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	45	6
Total produits financiers	153	73
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilés	69	99
Différence négatives de change	68	3
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	137	102
RESULTAT FINANCIER	16	- 29
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Total produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	24	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
Dotations exceptionnelles aux provisions et transferts de charges	-	-
Total charges exceptionnelles	24	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 24	-
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	- 3 338	- 4 353
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
Dotations exceptionnelles aux provisions et transferts de charges	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	- 3 338	- 4 353
Total Résultat des minoritaires	-	-
Total résultat Groupe	- 3 338	- 4 353
Résultat Groupe par action	- 0,58	- 0,76

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net des sociétés intégrées dont :	-3 337	-4 354
Frais financiers :		
Produits financiers :		
Chges et pdts exceptionnels liés à l'activité :		
Elimination des chges et pdts sans incidence sur la tréso. et non liés à l'activité		
. Amort. et provisions hors actifs circulants	21	44
. Variation des impôts différés		
. Plus values de cession, nettes d'impôts		
Elimination de la q-p de rt des mises en équival.		
Autres pdts et chges sans incidence sur la tréso.		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées :	-3 316	-4 310
Plus ou moins value de cession d'immobilisations		
Dividendes reçus des stés mises en équivalence		
Var du besoin en fond de roulement lié à l'activité	-742	-462
Flux net de trésorerie générale par activité :	-4 058	-4 772
Acquisitions d'immobilisations	-629	-564
Charges à répartir		
Cessions d'immobilisations	562	121
Incidence des variations de périmètre		93
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement :	-67	-350
Augmentation de capital	2	10 029
Réduction de capital		-619
Augmentation des dettes financières	9	16
Diminutions des dettes financières	-29	-263
Emission d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement :	-18	9 163
Incidence de la variation des taux de change	6	
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de trésorerie :	-4 137	4 041
Trésorerie d'ouverture :	4 107	66
Trésorerie de clôture :	-30	4 107

ANNEXE

Les comptes annuels consolidés de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 8 776 880 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 6 342 801 euros et un total charges de 9 680 315 euros, dégageant ainsi une perte de 3 337 513 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2008 et finit le 31/12/2008. Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1 Règles et méthode de consolidation

1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 ont été établis conformément aux dispositions prévues par le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les méthodes préférentielles prévues par le règlement 99-02 ont été appliquées.

Les principaux retraitements opérés entre comptes sociaux des entités consolidées et comptes consolidés portent notamment sur l'élimination des marges internes (sur les stocks) et le traitement des écarts d'acquisition.

Les principes comptables essentiels retenus dans le cadre de l'établissement de ces comptes consolidés sont décrits ci-après.

1.2 Modalités de consolidation

1.2.1 Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles la société CHAMARRE exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Il s'agit de la société : OWS Ltd (USA)

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes non réalisés, sont éliminés.

1.2.2 Ecarts d'acquisition

Lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, l'écart existant entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette est affecté en priorité aux éléments d'actifs et de passifs de la société entrante sur la base de critères clairement identifiables et mesurables dans le temps.

Le prix d'acquisition intègre les coûts d'acquisition supportés nets d'impôt s'ils sont significatifs.

L'écart résiduel non affecté est porté en écart d'acquisition et amorti sur une durée en relation avec la finalité économique de l'opération et l'activité de la société entrante.

1.2.3 Méthode de la réestimation totale

Le Groupe utilise la méthode de la réestimation totale lors de prises de contrôle exclusif. La valeur d'entrée des actifs et passifs est portée au bilan consolidé pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle.

La quote-part de capitaux propres antérieurement consolidée est réévaluée et l'impact de cette réévaluation est inscrit directement en réserves consolidées.

1.2.4 Conversion des filiales étrangères

Le Groupe utilise la méthode du taux de clôture.

Les postes de bilan de la filiale sont convertis au taux de clôture, à l'exception des postes de situation nette qui sont convertis aux taux historiques.

Les comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis aux taux moyens de la devise pour la période de consolidation.

Les différences de conversion issues de l'usage de ces différents taux sont affectées directement aux réserves consolidées, sans incidence sur le résultat.

1.2.5 Date de clôture

La date de clôture du Groupe est le 31 Décembre de chaque année, qui est la date de clôture de la Société mère et de sa filiale consolidée par intégration globale.

1.3 Méthode et règles d'évaluation

1.3.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis par l'entreprise sont amortis linéairement sur 12 mois.

L'écart acquisition n'a pas été affecté. Il n'est pas amortis mais fait l'objet d'un impairment test annuel.

1.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe, à l'exclusion de toute charge financière capitalisée.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée de ces immobilisations, telle qu'elle

résulte des usages en vigueur, selon la méthode linéaire ou dégressive :

- Installations générales : 5 à 10 ans en mode linéaire
- Matériels informatiques : 3 ans en mode linéaire
- Mobilier de bureau : 10 ans en mode linéaire

1.3.3 Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les frais accessoires d'achat sont intégrés au prix moyen d'achat. Des provisions sont constituées toutes les fois où la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire, à hauteur de la différence.

1.3.4 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont présentés à leur valeur nominale. Des provisions sont constituées après analyse cas par cas, chaque fois que la valeur probable de réalisation des créances est inférieure à la valeur d'inventaire.

1.3.5 Cotisations aux régimes de retraites et indemnités de départ en retraite

Les cotisations aux régimes de retraites obligatoires ou contractuels sont prises en charge dans le compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent. Les indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnées en raison de leur caractère non significatif.

1.3.6 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées en vue de couvrir les dépenses que les éléments survenus ou en cours rendent probables à la clôture de l'exercice.

1.3.7 Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours moyen de change en vigueur (cours budget) ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les gains et pertes latents résultant de ces conversions sont inclus dans le résultat financier.

1.3.8 Impôt sur les sociétés et impôts différés

Les différences entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales des actifs et passifs donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

En application de la méthode du report variable, l'effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement est devenu effectif.

Lorsqu'une société est déficitaire fiscalement, il est constaté un impôt différé actif éventuel uniquement à concurrence des impôts différés passifs de même terme ou si récupération probable de l'actif d'impôt.

1.3.9 Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du Groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels.

1.3.10 Résultat net par action

Le capital social de la société CHAMARRE est divisé en 5 726 681 actions de même catégorie.

La société a émis des BSA Manager (voir explications au paragraphe 5.2.3) susceptibles d'entraîner une dilution des résultats par action. Le résultat par action présenté en pied du compte de résultat consolidé est le résultat net part du Groupe non dilué.

2 Périmètre de consolidation

2.1 Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2008, le Groupe est composé des sociétés suivantes :

	Consolidation au 31 décembre 2007			Consolidation au 31 décembre 2008		
	Contrôle	Intérêt	Méthode	Contrôle	Intérêt	Méthode
CHAMARRE 1, rue Méhul - 75002 PARIS France Siret : 481 539 526 00014	100,0%	100,0%	IG	100,0%	100,0%	IG
OWS Stillwater drive - MIAMI BEACH FL 33141 Etats-Unis Siret : -	75,3%	75,3%	IG	75,3%	75,3%	IG

3 Faits exceptionnels ou litiges

Aucun fait exceptionnel ou litige n'est à relever.

4 Compléments d'information sur les comptes consolidés

4.1 Explication des postes de l'actif du bilan

4.1.1 Immobilisations incorporelles

Ce poste se constitue principalement de la marque "CHAMARRE" pour 139 189 €

En accord avec les nouvelles normes sur les actifs immobilisés, il est possible d'immobiliser les marques créées en externe en opposition aux marques créées en interne indissociables de l'activité.

En l'espèce, la valeur de la marque "CHAMARRE" comprend les coûts de développement marketing et artistiques ainsi que les frais de dépôt.

4.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- Installations générales : 5 à 10 ans en mode linéaire
- Matériels informatiques : 3 ans en mode linéaire
- Mobilier de bureau : 10 ans en mode linéaire

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.1.3 Immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les fonds de garantie et de réserve versés à la société EUROFACTOR pour 209 308 € (10 % des créances clients de la société CHAMARRE concernées par cet accord), ainsi que les dépôts concernant les contrats VIE conclus par l'intermédiaire de l'organisme UBIFRANCE pour 16 110 € (2 contrats) et le contrat de bail du siège social de la société CHAMARRE pour 15.000 €

4.1.4 Ecarts d'acquisition

A ce jour, l'affectation de l'écart d'acquisition (203 373 euros concernant la société OWS) n'a pas encore été réalisée.

Cet écart d'acquisition n'a pas été déprécié car le calcul des cash flow fait apparaître des cash flow futurs suffisants. De plus l'activité est très récente et cette augmentation de participation est intervenue au cours de l'exercice 2007 dans le cadre d'une prise de contrôle de la société OWS par la société CHAMARRE.

4.1.5 Stocks

Les stocks de matières sèches et de liquides sont évalués à leur prix d'acquisition. Ils s'élèvent à 506 091 €(Prix d'achat et frais accessoires inclus).

Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient pour un montant de 1 232 103 €

Les stocks de marchandises évalués à leur prix d'acquisition (détenus par la société OWS) s'élèvent à 1 560 598 €(Prix d'achat et frais accessoires inclus).

Les dépréciations sur les stocks de matières premières comptabilisées à la clôture des comptes de l'exercice 2007 pour 113 431 € ont été reprises sur l'exercice 2008, les stocks correspondant ayant été sortis. Les dépréciations sur les stocks de produits finis qui s'élevaient à 174 461 € au 31 décembre 2007, s'élèvent à la clôture de comptes de l'exercice 2008 à 126 108 € pour tenir compte de la perte de valeur des millésimes anciens et des sorties de gamme.

4.1.6 Disponibilités

Les liquidités du Groupe au 31 décembre 2008 se décomposent comme suit :

- des disponibilités en banque ou en caisse pour 282 920 € évaluées pour leur valeur nominale.
- des valeurs mobilières de placement évaluées à leur coût d'achat. Elles s'élèvent à 2 227 993 €

Une partie des valeurs mobilières de placement ont été nanties à hauteur de 405 994 € au profit des banques concernant la garantie des dépenses engagées pour le développement de l'activité sur une période de 4 ans.

Concernant les valeurs mobilières de placement gérées par la banque DEGROOF, soit 1 820 955 euros, ces dernières sont nanties au profit de la banque en contrepartie des facilités bancaires accordées.

4.1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont composées notamment de :

- Créances clients : 1 878 523 €
- Avoirs à recevoir : 112 047 €
- Demande de remboursement de crédit de TVA : 74 445 €

La société a souscrit au cours de l'exercice un contrat de factoring qui lui a permis de céder des créances pour un montant total de 417 439 €, dont 102 133 € à l'export et 315 306 € en France. A la clôture de l'exercice, la société dispose d'un solde disponible auprès du factor de 199 354 euros qu'elle inscrit au bilan dans ses disponibilités.

4.1.8 Comptes de régularisation

Les comptes de charges constatées d'avance représentent les charges comptabilisées dans l'exercice dont une quote-part concerne l'exercice suivant.

4.1.9 Impôts différés

La situation fiscale différée est déterminée suivant la méthode du calcul global en tenant compte :

- Des reports déficitaires et amortissements différés,
- Des décalages temporaires,
- Des retraitements de consolidation,
- Des éliminations intragroupes ayant une influence sur le résultat (provisions...).

Les impôts différés sont calculés par la méthode du report variable, soit 33,33 % pour CHAMARRE et 21 % pour OWS. Par prudence, les impôts différés ne sont pas comptabilisés sous forme de provision.

Des impôts différés actifs et passifs sont calculés et suivis au titre des retraitements de consolidation et au titre des différences temporaires entre les résultats sociaux et fiscaux de la filiale.

Par prudence, aucun impôt différé actif n'est constaté sur les déficits reportables. Cependant, ils font l'objet d'un suivi extracomptable et s'élèvent à 3 630 411 €

4.2 Explication des postes du passif du bilan

4.2.1 Capitaux propres

1 - Capital social

Le capital social s'élève à 5.726.681 €. Il est libéré et versé en totalité.

2- Primes d'émission

Les augmentations de capital réalisées en 2007 ont été accompagnées d'une prime d'émission.

Pour les augmentations de capital réalisées avant l'introduction en bourse la prime d'émission s'est élevée à 50 % du montant des augmentations, soit un total de 756 667 €

Pour l'augmentation de capital réservée aux investisseurs qualifiés, la prime d'émission a été fixée à 2 fois le montant de l'augmentation ; elle s'est élevée ainsi à 4 771 400 €

CHAMARRE a pris l'option d'imputer sur les primes d'émission les frais directement liés à l'augmentation de capital comme le permet l'article L 232-9 du Code de Commerce. L'imputation s'est faite sans tenir compte des économies d'impôt, la société subissant des pertes depuis plus de 2 ans.

3- Intérêts minoritaires

Par ailleurs, les intérêts minoritaires débiteurs de la période ont été affectés en part du Groupe pour 222 048 euros.

4.2.2 Autres fonds propres

La société CHAMARRE a obtenu, dans le cadre de son activité de commerce de vins à l'exportation, une avance de l'Office Nationale Interprofessionnelle des Vins (ONIVINS) s'élevant à 1 600 000 € sur l'exercice 2005.

Cette avance est conditionnée à la libération totale du capital et à l'investissement de cette somme dans le développement et la mise au point de nouveaux produits, le matériel informatique et les frais généraux.

Le remboursement de cette avance s'échelonnera sur 4 années :

- 400.000 € le 1^{er} juin 2009.

- 400.000 € le 1^{er} juin 2010.

- 400.000 € le 1^{er} juin 2011.
- 400.000 € le 1^{er} juin 2012.

4.2.3 Provisions pour risques et charges

Elles correspondent à un litige prud'homal en cours provisionné à 100% pour 21 500 € et à une provision pour litige opposant CHAMARRE aux "VIGNERONS CATALANS" sur l'utilisation du logo "butterfly" pour 10 000 €

4.2.4 Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale et se composent principalement de :

- Prises en charges des dépenses par la Coface : 627 547 €
- Dettes financières : 2 541 288 €
- Dettes fournisseurs : 4 037 826 €
- Dettes fiscales et sociales : 256 549 €

A noter que des écarts de conversion sur dettes étrangères ont été constatés à la clôture pour un solde au passif de 4 756 €. Ces écarts de conversion sont ensuite ventilés entre les réserves de conversion et le résultat pour la variation de la période.

La société CHAMARRE a bénéficié d'une couverture de ses dépenses de développement par la COFACE qui a procédé à un premier versement de 262 643 € pour la période allant du 1^{er} mars 2005 au 28 février 2006, à un second versement de 318 290 € pour la période allant du 1^{er} mars 2006 au 28 février 2007 et à un troisième versement de 46.614 € pour la période allant du 1^{er} mars 2007 au 28 février 2008. Ces sommes seront à rembourser respectivement à partir du 1^{er} mars 2009 et du 1^{er} mars 2010.

4.3 Explication des postes du compte de résultat

4.3.1 Chiffre d'affaires

Il se compose principalement des ventes de produits finis :

- Ventes France : 1 622 338 €
- Ventes UE : 1 897 411 €
- Ventes Export : 2 779 565 €

Ce chiffre d'affaires doit être retraité des remises et ristournes accordées comme suit :

- Ventes France : 454 617 €
- Ventes UE : 173 921 €
- Ventes Export : 98 170 €

4.3.2 Charges

Les charges se composent principalement des achats de matières premières et de marchandises, y compris la variation de stocks, (3 606 903 €) et des dépenses de fonctionnement engagées dans le cadre du développement des sociétés (5 748 177 €).

Les charges de fonctionnement comprennent la rémunération de la société RENAUDAT ET ASSOCIES comme gérant commandité qui se décompose comme suit :

- une partie fixe de 10 057 € par mois, soit 120 679 € au titre de l'exercice 2008 ;
- une partie variable de à 0,04 euros par col commercialisé, soit 89 184 € sur l'exercice 2008 ;

Soit une rémunération globale de 209 863 €

5 Autres informations

5.1 Notes sur les éléments hors bilan

5.1.1 Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) s'élèvent au 31 décembre 2008 à 607 heures dont aucune n'a été utilisée.

5.1.2 Nantissement de valeurs mobilières de placement

Une partie des valeurs mobilières de placement ont été nanties à hauteur de 405 994 € au profit des banques concernant la garantie des dépenses engagées pour le développement de l'activité sur une période de 4 ans.

Concernant les valeurs mobilières de placement gérées par la banque DEGROOF, soit 1 820 955 euros, ces dernières sont nanties au profit de la banque en contrepartie des facilités bancaires accordées.

5.2 Points particuliers

5.2.1 Perspectives d'évolution

Les pertes de la société s'expliquent toujours par le fait que la société est en phase de démarrage. Pour son financement, la société avait réalisé des augmentations de capital conséquentes sur l'exercice précédent qui lui avait permis d'assainir ses fonds propres et de renforcer sa politique commerciale. Afin de poursuivre son développement, la société CHAMARRE a contracté un emprunt de 2.1 M€ au cours du premier trimestre 2009, a procédé à une augmentation de capital de 150 K€ et obtenu une subvention d'exploitation non remboursable de 2.2 M€.

5.2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Sur le début de l'exercice 2009, la société a recherché de nouvelles sources de financement :

- 1- Augmentation de capital en date du 9 janvier 2009, au profit de Vitifrance Participations, pour un montant de 150 K€
- 2- Contractation d'un emprunt de 2.1 M€ auprès de la CRCA Brie, de la CRCA Ile-de-France et de la BRED.

Cet emprunt est divisé en deux tranches :

- a - une tranche de 731 K€ au taux annuel de 4,90 %, remboursable sur 2 ans, avec une franchise d'un an ;
- b - une tranche de 1.369 K€ au taux annuel de 5,50 % remboursable sur 5 ans.

Ce contrat d'emprunt est garanti par :

- a - OSEO à hauteur de 60 % ;
- b- le nantissement des stocks à hauteur de 1M€;
- c- le nantissement en second rang des comptes garanties EUROFATOR ;
- d- le nantissement du fonds de commerce.

3 - Obtention auprès de FRANCE AGRIMER d'une subvention d'exploitation non remboursable de 2,2 M€ sur les dépenses commerciales export.

4 - Délégation de compétences effectuée au Dirigeant pour réaliser une augmentation de capital d'un montant maximal de 5 M€ dans le cadre de la loi TEPA.

5 - Le Conseil d'Etat par une décision du 13 février 2009 a annulé le décret de 2007 qui avait instauré l'appellation « Vins et Pays Vignobles de France ». En raison de la décision tardive, il n'y a aucune conséquence sur les comptes clos au 31/12/2008.

Aucune provision supplémentaire sur les stocks ne sera constatée, car la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 permet de continuer à utiliser cette appellation pour les millésimes 2007 et 2008, en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation européenne à partir du millésime 2009.

5.2.3 Bons de souscription d'actions au profit des managers

L'assemblée générale mixte du 12 juin 2007 a pris la résolution (5^{ème} résolution) de procéder à l'émission de bons de souscription d'actions « managers » au profit d'une ou plusieurs personnes appartenant à la catégorie des managers de CHAMARRE, et dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Nombre de bons de souscription : 1 000 000
- Prix payé pour la souscription de chaque bon : 0,01 € soit 10 000 € pour la totalité des bons
- Nombre total d'actions nouvelles pouvant être souscrites : 1 000 000
- Prix de souscription d'une action lors de l'exercice d'un bon : 1,50 €

La délégation de gérance décidée par l'assemblée générale pour l'émission de ses bons de souscription d'actions portait sur une période de 18 mois.

Au terme de la période d'exercice le 12 décembre 2008, 237 872 bons ont été souscrits pour un total de 2.378 €. La période de délégation étant arrivée à son terme, il n'est plus possible de souscrire de bon de souscription d'actions.

A ce jour, aucun bon de souscription d'action n'a été converti en actions.

5.2.4 Information sectorielle

La ventilation du chiffre d'affaires, de l'actif immobilisé et du résultat consolidé par zone géographique n'apporte aucune information significative. Pour cette raison, cette information n'est pas fournie.

5.2.5 Entreprises liées

Au 31 décembre 2008, les créances et les dettes sur les sociétés liées au Groupe ne sont pas significatives.

A l'exception de la rémunération versée au gérant commandité, la société RENAUDAT & ASSOCIES dont l'information est précisée au paragraphe 4.3.2., les produits et les charges de l'exercice issues d'opérations réalisées avec les entreprises liées au Groupe ne sont pas significatifs.

IMMOBILISATIONS

Etat exprimé en milliers d'euros	Valeurs brutes en début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2008
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions	
Ecart d'acquisition actif	203					203
Frais d'établissement et de développement						
Autres	141		16			157
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	344	-	16	-	-	360
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal., agencet, aménagement						
Installations techniques, matériels et outillages industriels			6			6
Autres installations, agencements, aménagements divers	21		28			49
Matériels de transport						
Matériels de bureau, mobilier	41		21			62
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	62	-	55	-	-	117
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	245		557		562	240
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	245	-	557	-	562	240
TOTAL	651	-	628	-	562	717

AMORTISSEMENTS

Etat exprimé en milliers d'euros

	Amortissements en début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2008
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement et de développement				
Autres	1	1		2
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1	1	-	2
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal., agencet, aménagement				
Installations techniques, matériels et outillages industriels		-		-
Autres installations, agencements, aménagements divers	4	4		8
Matériels de transport				
Matériels de bureau, mobilier	15	15		30
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19	19	-	38
TOTAL	20	20	-	40

PROVISIONS

Etat exprimé en euros

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuation des cours				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales implant. étranger avant 11.92				
Provisions fiscales implant. étranger après 11.92				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges	32			32
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Provisions autres				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	32	-	-	32
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations incorporelles et corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours	288	126	288	126
Sur comptes clients	20	18		38
Autres				
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	287 892	144	288	164
TOTAL	319 392	144	288	196
Dont dotations et reprises d'exploitation		144	288	

CREANCES

Etat exprimé en milliers d'euros

	31/12/2008	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	240	225	15
Clients douteux ou litigieux	35		35
Autres créances clients	1 879	1 879	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	8	8	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée	168	168	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	304	304	
Charges constatées d'avance	57	57	
TOTAL DES CREANCES	2 691	2 641	50
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

DETTES

Etat exprimé en milliers d'euros

	31/12/2008	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes éts de crédit à 1 max. à l'origine	2 541	2 541		
Emprunts dettes éts de crédit à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	88	88		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 038	4 038		
Personnel et comptes rattachés	94	94		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	125	125		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	19	19		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes, et versements assimilés	18	18		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	56	56		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	6 979	6 979	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

CHARGES A PAYER

Etat exprimé en milliers d'euros	31/12/2008	
Total des charges à payer		622
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		19
<i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	19	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		455
<i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES</i>	455	
Dettes fiscales et sociales		148
<i>PERSONNEL - CHARGES A PAYER</i>	89	
<i>CHARGES SOCIALES A PAYER</i>	41	
<i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	18	

PRODUITS A RECEVOIR

Etat exprimé en milliers d'euros	31/12/2008	
Total des produits à recevoir		169
Créances clients et comptes rattachés		57
<i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	57	
Autres créances		112
<i>FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR</i>	112	

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Etat exprimé en milliers d'euros	31/12/2008	
	Charges	Produits
<i>Charges et produits EXPLOITATION</i>	57	-
<i>Charges et produits FINANCIERS</i>	-	-
<i>Charges et produits EXCEPTIONNELS</i>	-	-
TOTAL	57	-

CAPITAL SOCIAL

Etat exprimé en milliers d'euros	31/12/2008	Nombre	Valeur nominale	Montant
Du capital social début exercice		5 726 681	0,001	5 727
Emises pendant l'exercice		-		
Remboursées pendant l'exercice		-		
Du capital social fin d'exercice		5 726 681	0,001	5 727

EFFECTIF MOYEN

	31/12/2008	Interne	Externe
Cadres et professions intellectuelles supérieures		16	-
Professions intermédiaires		-	-
Employés		4	-
Ouvriers		-	-
TOTAL		20	-

HONORAIRES DES COMMISAIRES AUX COMPTES

	31/12/2008	Montant HT
CHAMARRE Contrôle légal des comptes		16
OWS		-
TOTAL		16

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Etat exprimé en milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves et reports à nouveau	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Ecart de réévaluation	Autres	TOTAL Capitaux propres
Situation au 31/12/2006	1 828	182	- 1 459	-	-	- 2 168	-	-	- 1 617
* Mouvements de l'exercice 2007									
- Affectation de la perte N-1			- 2 425			2 168			- 257
- Augmentation de capital	3 899	4 934							8 833
- Variation du cours des devises					4	1			5
- Imputation de l'écart d'acquisition				203					203
- Subvention d'investissement reçue								580	580
- Autres variations				64		4			60
- Résultat consolidé de l'exercice						- 4 348			- 4 348
Situation au 31/12/2007	5 727	5 116	- 3 884	267	4	- 4 353	-	580	3 449
* Mouvements de l'exercice 2008									
- Affectation de la perte N-1			- 4 348			4 353			5
- Augmentation de capital		1							1
- Variation du cours des devises					6	11			5
- Subvention d'investissement reçue								48	48
- Autres variations				7		19			12
- Résultat consolidé de l'exercice						- 3 330			- 3 330
Situation au 31/12/2008	5 727	5 117	- 8 232	274	10	- 3 338	-	628	166